

LES VERSIONS OFFICIELLES CACHENT DE TERRIBLES PROBLÈMES

par Wladimir Tchertkoff, Association des enfants de Tchernobyl-Belarus

Depuis quelques décennies le monde est entré de plein pied dans l'ère nucléaire, mais ne connaît pas encore les multiples conséquences pour la santé humaine de l'action chronique des radiations ionisantes et des effets toxiques produits par les substances radioactives artificielles, disséminées en grande quantité dans l'environnement par l'industrie atomique de guerre et de paix. L'incorporation chronique (le Cs137 disparaîtra dans trois siècles) des radionucléides dans l'organisme de millions de personnes, condamnées à se nourrir avec des aliments radioactifs, est un fait absolument nouveau, produit par la catastrophe de Tchernobyl, dont l'humanité n'a aucune expérience. Cela vaut également pour le «syndrome du désert» en Irak et pour la santé des populations serbe et albanaise en Yougoslavie, où des tonnes d'uranium238 (dit «appauvri», qui disparaît au bout de 4 milliards et demi d'années) ont été projetées. La science n'a encore jamais étudié les conséquences de ces calamités et ne semble pas encore, dans ses institutions officielles, à avoir l'intention de le faire.

Je suis journaliste-documentaliste de télévision. Je suis relativement bien informé sur les suites physiques, médicales et politiques de la catastrophe de Tchernobyl, dont je m'occupe quotidiennement depuis l'arrestation, en 1999, du professeur Youri Bandajevsky, jeune et brillant anatomopathologiste biélorusse. Les résultats de ses recherches sur les maladies chez les habitants des territoires contaminés contredisent les dogmes de la science officielle. Depuis 1990, j'ai parcouru en long et en large les territoires contaminés d'Ukraine et du Belarus, et réalisé cinq documentaires sur ces questions. Mes enquêtes et observations me permettent d'affirmer avec assurance qu'au cœur de la civilisation occidentale, riche et technologiquement avancée, un crime scientifique programmé se perpétue depuis 17 ans sous de hautes responsabilités, dans l'indifférence générale et la désinformation. Le lobby nucléaire et la médecine officielle condamnent sciemment des millions de cobayes humains à expérimenter dans leur corps des pathologies nouvelles dans le vaste laboratoire des territoires contaminés par Tchernobyl.

Je dois donc répondre à l'article d'Yves Egal, qui se présente comme une «synthèse de publications scientifiques», et qui nous «rassure» sur l'innocuité de la radioactivité à faibles doses. Une information prétendument scientifique, sérieuse et utile pour calmer les inquiétudes déraisonnables fomentées par la presse à sensation. Les Serbes, les musulmans et les Albanais de Bosnie et du Kosovo peuvent donc être tranquilles, puisque les doses d'uranium appauvri, dont l'OTAN a arrosé ces territoires, ne sont pas «hautes».

Elles sont faibles, en effet : elles sont innocentes par irradiation externe, mais terribles dès qu'elles sont internes, incorporées dans l'organisme par ingestion ou inhalation. C'est cela le mécanisme de la contamination chronique, qui durera des siècles sur le terrain tant à Tchernobyl qu'en ex-Yougoslavie et en Irak.

En réalité, l'article que vous avez publié n'a de scientifique que la désinformation, dont les perles ont été adroitement assemblées sans esprit critique, sur les sites Internet des agences de l'ONU responsables de la gestion des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl pour la santé des populations contaminées. La plus importante, l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), promotrice des centrales nucléaires dans le monde, est la seule qui dépende directement du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en substance de l'atome militaire. Formée de physiciens et non de médecins, elle a imposé

son diktat à l'Organisation Mondiale de la Santé par la signature, en 1959, d'un accord vicié par un patent conflit d'intérêts : l'OMS, dont la mission est d'informer et d'agir pour assurer le niveau de santé le plus haut possible à l'humanité, ne peut rien entreprendre dans le domaine nucléaire, si elle n'a pas l'assentiment de l'AIEA. Et en effet, pendant les cinq premières années, l'OMS n'est pas allée sur le terrain à Tchernobyl. C'est l'AIEA, assistée par L'UNSCEAR (Comité Scientifique des Nations Unies pour les Effets des Rayonnements Atomiques), qui a fait le travail. C'est l'AIEA, assistée par les experts de l'UNSCEAR, qui a établi les normes de radio-protection des populations contaminées. Les deux agences refusent de faire la différence entre les radiations externes et internes et donc de reconnaître le lien entre la contamination radioactive incorporée, via les aliments contaminés, et les nombreuses pathologies nouvelles, qui croissent de manière exponentielle, seulement depuis 1986 et seulement à Tchernobyl. Elles ne reconnaissent que les rapports scientifiques validés, c'est à dire confirmés par les laboratoires de Los Alamos et ceux du Commissariat pour l'Energie Atomique français, qui ont fabriqué la bombe atomique. Elles refusent de prendre en considération les données des recherches indépendantes non validées par ces deux sommets présumés de la science médicale.

Les deux Agences et l'OMS ne reconnaissent jusqu'à présent que la mort de 32 pompiers des premières heures de la catastrophe, 200 cancers causés par irradiation aiguë et 2000 tumeurs à la thyroïde comme conséquences de l'accident de Tchernobyl. La catastrophique aggravation de la santé de la population depuis 1986 est dûe, de l'avis de ces experts internationaux, à la crise économique, à la radiophobie et au stress. Mais le stress de la Seconde guerre mondiale, particulièrement féroce en Biélorussie, et l'état de l'économie, bien pire alors que celle d'aujourd'hui, n'ont produit aucune des pathologies actuellement observées dans les territoires contaminés. Quant aux dizaines de milliers de «liquidateurs» morts, jeunes gaillards en pleine santé au moment de l'appel, et aux centaines de milliers atteints de multiples pathologies de vieillards, on les ignore. Les ministères de la santé des trois pays touchés, Ukraine, Russie et Belarus, ont menti pendant quatre ans aux ordres du Kremlin et continuent de mentir à ceux de l'Agence de Vienne. On a faussé les données de contamination dans les registres pour éviter de dédommager ces victimes, on n'a pas fait de recherches épidémiologiques, on a falsifié les statistiques. «L'UNSCEAR le sait. Il sait qu'il utilise des données falsifiées. Et il les utilise, pour dire que les conséquences de Tchernobyl ne sont pas si graves» (Prof. Alexandre Yablokov, président du Centre de Politique Écologique de la Fédération russe auprès de l'Académie des Sciences, à la Conférence internationale de Kiev, juin 2001).

Ce conflit d'intérêts entre les Agences crée des problèmes au sein de l'ONU. Le Bureau des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires partage l'avis de Kofi Annan, qui estime, lui, à 9 millions les victimes et affirme que la tragédie de Tchernobyl ne fait que commencer. Le directeur de l'UNSCEAR a traité Kofi Annan d'ignorant.

Ces faits et ces contradictions ont éclaté à la Conférence internationale sur les conséquences médicales de la catastrophe de Tchernobyl, organisée à Kiev en juin 2001 sous l'égide de l'OMS, dont j'ai filmé les travaux intégralement. Au cours de débats houleux, nous avons enregistré la colère des fonctionnaires des Agences pro-nucléaires des Nations Unies, qui, menacés dans leur pouvoir par les révélations des conséquences sanitaires de la catastrophe par les chercheurs du terrain, niaient la gravité de la contamination radiologique. Les données et les recommandations de radioprotection, que les chercheurs indépendants présentaient avec courage et compétence au cours des discussions, étaient écartées avec dédain et arrogance. On refusait de les discuter. Partout on fait obstacle aux publications des scientifiques et des médecins qui les confirment.

L'importance de cette conférence résidait dans l'adoption d'une résolution finale, dont

les recommandations constituent la base pour les décisions des gouvernements dans le domaine de la radioprotection. Conformément à la ligne maintenue par l'OMS, par l'AIEA et par l'UN-SCEAR, les rédacteurs de la résolution finale n'ont pas mentionné, malgré les engagements pris au cours des débats, les nouvelles données scientifiques, qui contredisent le dogme officiel, et montrent que les faibles doses dues au césium137 incorporé dans l'organisme détruisent progressivement les systèmes et les organes vitaux.

Yves Egal a-t-il visité les villages contaminés du Belarus, où 2 millions de paysans, dont 500 000 enfants, se nourrissent depuis bientôt 18 ans de césium137 ? S'est-il intéressé de savoir s'il y a un rapport entre ce régime particulier et la destruction progressive de leurs organes vitaux par incorporation chronique de radionucléides ? S'est-il demandé pourquoi, avant la catastrophe, en 1985, 80 % des enfants du Belarus étaient en bonne santé, alors que maintenant ils ne sont que 20 %, et 10 ou 0 % dans les villages les plus contaminés ? (Déclaration du Président de l'Académie des sciences du Belarus, en décembre 1999, confirmée par le vice-ministre de la Santé du Belarus à l'audition parlementaire sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, en avril 2000). Sait-il que depuis Tchernobyl, le rapport entre la natalité et la mortalité s'est inversé au Belarus : natalité 9/1000, mortalité 14/1000, et que la population décroît ? L'année dernière elle s'est réduite de 50.000 unités. Non, il n'a pas visité, il ne s'est pas intéressé, il ne s'est pas interrogé, sinon il n'aurait pas écrit que ces gens ne semblent pas en plus mauvaise santé qu'ailleurs en URSS, ni qu'on n'a pas observé d'excès d'anomalies congénitales, ni de leucémies, ni de cancers solides autres que des cancers de la thyroïde. Il n'aurait pas affirmé qu'il n'y a aucune preuve scientifique d'autres désordres non-malins, somatiques ou mentaux liés aux radiations ionisantes.

Un physicien et un médecin biélorusses ont eu le courage de s'y intéresser et de dénoncer ouvertement le délit de non assistance aux populations en danger.

L'un, Vassili Nesterenko, a eu la carrière cassée, mais continue sa bataille indépendante dans les villages contaminés avec l'aide des ONG occidentales.

L'autre, Youri Bandajevsky, croupit en prison, condamné par un tribunal militaire à huit ans de goulag. Amnesty International l'a déclaré prisonnier de conscience, mais la communauté scientifique n'est pas intéressée à discuter ses travaux.

L'histoire de ces deux hommes, qui se battent encore en ce moment, et celle d'un groupe français dénommé ETHOS, qui est venu occuper le terrain, est intéressante et significative.

Vassili NESTERENKO. Face à l'inaction et aux mensonges du gouvernement soviétique sur les conséquences de Tchernobyl, qu'il a contestés dès les premières heures en réclamant l'évacuation immédiate des habitants dans un rayon de 100 kilomètres de la centrale au lieu de 30 km, le physicien Professeur Vassili Nesterenko, académicien, directeur de l'Institut de l'énergie nucléaire de l'Académie des sciences du Bélarus, limogé de son poste en juillet 1987 par le politbureau comme alarmiste et semeur de panique, quitte définitivement cet institut d'Etat en 1990 et crée avec le soutien d'Andrei Sakharov, du champion d'échecs Karpov et de l'écrivain Ales Adamovitch l'Institut de radioprotection indépendant Belrad, pour venir en aide aux enfants des territoires touchés par les retombées radioactives. Dans les villages les plus contaminés du Belarus, il organise 370 Centres locaux de contrôle radiologique (CLCR), où il forme les médecins, les enseignants, les infirmières à la radioprotection et les familles à la façon de traiter les aliments pour diminuer la contamination. Financés d'abord par le Comité Tchernobyl (Comtchernobyl) du gouvernement pendant la brève période de «démocratisation», les CLCR sont réduits au nombre de 60, suite à la reprise en mains de la situation par le lobby atomique (AIEA, OMS et leurs cor-

respondants de référence au ministère de la Santé de Minsk).

En 1996, Nesterenko adopte avec succès l'additif alimentaire à base de pectine de pommes, recommandé par le ministère de la Santé ukrainien comme adsorbant du césium¹³⁷ (Cs¹³⁷). En un mois de traitement la charge en radionucléides de l'organisme de l'enfant peut baisser de 60-70 %. ("Reducing the ¹³⁷Cs-load in the organism of Chernobyl children with apple-pectin", in Swiss Medic. Weekly, février 2004. www.smw.ch).

Youri BANDAJEVSKY. En 1994, Nesterenko fait la connaissance du recteur de l'Institut de médecine de Gomel, l'anatomo-pathologiste et médecin Youri Bandajevsky, qui effectue depuis 1991 des recherches sur l'étiologie des pathologies nouvelles chez les habitants des territoires contaminés. Avec sa femme Galina, pédiatre et cardiologue, Bandajevsky découvre que la fréquence et la gravité des altérations morphologiques et fonctionnelles du cœur augmentent proportionnellement à la quantité de césium radioactif incorporé dans l'organisme. Il décrit la «cardiomyopathie au césium 137» : troubles cardiaques chez le petit enfant, chez l'adolescent et l'adulte, avec atteinte dégénérative du myocarde. La mort subite survient à tous les âges, même chez l'enfant. (Journal de cardiologie Cardinale Tome XV, n°8, octobre 2003). Bandajevsky et son équipe de collaborateurs décrivent des «processus pathologiques interdépendants tant au niveau du cœur, du foie, des reins, des organes endocriniens, que du système immunitaire.» («Chronic Cs-137 incorporation in children's organs», short Communication in Swiss Med Wkly, 2003). Toutes ces lésions proviennent d'un processus pathologique semblable, que ces chercheurs appellent «syndrome des radionucléides de longue période incorporés». C'est le résultat d'une investigation rigoureuse de l'état de santé de milliers d'adultes et d'enfants, effectuée par toutes les unités de re-cherche de l'institut. Pendant 9 ans, 25 chaires travaillent sur la même thématique suivant trois directions de recherche : clinique, expérimentale sur animaux de laboratoire et anatomopathologique. Les données obtenues confirment la corrélation quantitative linéaire entre l'accumulation du Cs¹³⁷ dans les organes et les pathologies observées. L'Institut de Gomel a 200 enseignants, 300 employés auxiliaires et 1500 étudiants.

A partir de 1996, l'Institut Belrad et l'Institut de Gomel travaillent en parallèle. Nesterenko sillonne les villages et concentre ses mesures sur la contamination interne de l'organisme par le césium¹³⁷ au moyen de spectromètres pour rayonnement humain fournis par des ONG occidentales. Pour l'étude histologique de l'action du Césium sur les tissus, il fournit aux chercheurs de Gomel des gamma-radiomètres automatiques de sa fabrication, qui leur permettent de mesurer à l'autopsie le taux de Cs¹³⁷ par kg. de l'organe étudié. Les deux instituts montrent qu'avec un régime alimentaire pauvre en Cs¹³⁷ chez l'enfant et l'animal de laboratoire, on peut éviter des dommages irréversibles au niveau des organes vitaux. Des voies de recherche totalement nouvelles pour la science sont ouvertes. On peut barrer la route à la diffusion d'une épidémie radiologique majeure.

En avril 1999, les deux scientifiques sont invités par le parlement biélorusse à faire partie d'une commission chargée de vérifier le Registre des doses et l'utilisation des fonds de l'État par l'Institut de médecine radiologique du ministère de la Santé dans ses recherches médicales sur les conséquences de l'accident de Tchernobyl. Leurs conclusions déplaisent aux membres de la commission proches du ministère. Bandajevsky, Nesterenko et Stojarov, ex-directeur de l'Institut, signent un rapport séparé et l'envoient au Conseil de sécurité du Belarus, responsable de la santé de la population. Celui-ci fait retirer le Registre des doses par le ministère de la Santé et l'invite à le revoir «d'urgence sur la base des conclusions» de Nesterenko, de Bandajevsky et de Stojarov. De son côté Bandajevsky envoie un rapport au président Loukachenko, dans lequel il critique sévèrement l'orientation des travaux de l'Insti-tut du ministère et montre qu'un seul milliard de roubles sur 17 a été dépensé

utilement en 1998 par celui-ci. Dans les semaines qui suivent, en mai 1999, trois commissions de contrôle du ministère de la Santé vérifient, coup sur coup, l'Institut de Gomel, sans trouver d'anomalies. Dans la nuit du 13 juillet 1999, Bandajevsky est arrêté et jeté au cachot sur la base du décret de Loukachenko contre le terrorisme. Ses ordinateurs et archives sont emportés par les policiers en armes. Le 18 juin 2001, il est condamné sans preuves pour corruption à 8 ans de prison par le tribunal militaire de la Cour suprême du Belarus. Sans appel. Le nouveau recteur, à la botte du régime, abandonne le programme de recherches de l'Institut de Gomel, en déclarant que ce programme n'était pas digne d'un établissement d'enseignement supérieur.

Est-ce parce que les experts de l'OMS exécutaient des plans de recherche établis par l'AIEA, à partir de 1992, qu'ils n'ont jamais rendu visite au recteur de l'Institut d'Etat de Gomel, la seule faculté de médecine située au cœur de l'oblast le plus radiocontaminé par Tchernobyl ? Yves Egal n'est pas un expert, il n'y est pas allé. Mais il liquide Bandajevsky en deux lignes et demie. «Le Professeur Bandajevsky a attribué des troubles cardiaques à la toxicité chimique du césium 137, mais ses travaux n'ont pas été faits avec les précautions méthodologiques minimales et n'ont donc aucune crédibilité, ce qui ne justifie en rien les graves ennuis judiciaires dont est l'objet cet auteur en Bélarus.» Yves Egal n'est ni physicien, ni anatomopathologiste. En réalité il cite le Professeur André Aurengo, chef du Service de médecine nucléaire du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière. Le Pr. Aurengo est une autorité pour lui, car c'est l'un des représentants de la France à l'UNSCEAR. C'est lui qui a liquidé de cette façon les travaux de Bandajevsky, notamment dans un ouvrage de J.M. Jacquemin-Raffestin, ("Tchernobyl aujourd'hui, les Français malades", Ed. du Rocher), sans expliquer quelles sont les faiblesses méthodologiques de l'Institut de Gomel. En tant que scientifiques, les experts devraient répéter les travaux de cette faculté avec la même rigueur. La science demande qu'un travail soit vérifiable, pour être confirmé. Les résultats de ces études contribueraient probablement à sortir le médecin persécuté du goulag. Les experts devraient avoir le courage ou la curiosité de regarder les faits tels qu'ils se présentent à Tchernobyl. «Selon moi une imposture médiatique», conclut le Pr. Aurengo. Pourtant, des scientifiques comme lui devraient considérer les résultats des recherches de Gomel au moins comme une hypothèse de travail. Ce qu'on attendrait d'eux, ce n'est pas qu'ils ignorent Bandajevsky pendant 10 ans, puis le fassent mettre en prison, comme le firent des collègues du ministère de la Santé à Minsk, quitte à écrire une lettre pour qu'on le libère après l'avoir maltraité. Être porte-parole représente une grande responsabilité. Pour des scientifiques comme Aurengo, cela implique de vérifier les observations qui ne paraissent pas conformes aux dogmes établis suite aux travaux (discutables) se rapportant aux explosions de Hiroshima et Nagasaki, qui ont, en peu de secondes, irradié massivement une population et qui ne sont pas comparables avec les effets de Tchernobyl, qui a brûlé pendant 10 jours. Seules des études cliniques prospectives, à double insu, permettraient de vérifier l'action du Cs137, mise en lumière par les travaux de Bandajevsky. A ma demande, Bandajevsky a rédigé, avant sa condamnation, un mémoire destiné aux scientifiques serbes sur la méthode de re-cherche à employer, pour connaître les effets de l'uranium appauvri sur la santé des habitants de l'ex-Yougoslavie. Dans l'espoir que la Serbie ait intérêt à soutenir ce scientifique, dont la compétence risque de disparaître aujourd'hui en prison.

ETHOS.. Parallèlement, en 1996, un groupe de chercheurs français, dénommé ETHOS, vient s'appuyer sur le CLCR du village Olmany géré par le Professeur Nesterenko, pour recueillir ses données de mesures radiologiques et se former à la radioprotection dans le

laboratoire sans précédent des territoires contaminés de Tchernobyl. ETHOS est une émanation du CEPN (Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire), créé par EDF et par le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) : le lobby nucléaire français est activement représenté !

Un des objectifs d'ETHOS est d'écrire pour l'Union Européenne un ouvrage sur la gestion des accidents atomiques et des régions contaminées par des radionucléides de longue durée de vie, en définissant «un dispositif de gestion durable de la qualité radiologique (!) et de la confiance sociale» (Compte rendu de réunion 17.04.01). Pendant trois ans, de 1996 à 1998, ETHOS capitalise les données des mesures du CLCR d'Olmany, utilise le personnel formé et équipé par Nesterenko pour effectuer les mesures de radioactivité des aliments, du lait, etc., sans estimer devoir indemniser la technicienne pour le surplus de travail occasionné. Une cohabitation fortunée et fructueuse, jusqu'au jour où ETHOS fait chasser Nesterenko d'Olmany et de quatre autres villages du district de Stoline par les autorités biélorusses. Aujourd'hui, ETHOS se présente comme référence scientifique en radioprotection dans les territoires de Tchernobyl et coordonne le programme CORE, parrainé par l'Union Européenne.

L'Institut Belrad se débat pour survivre dans de grandes difficultés économiques. Ses financiers sont de modestes citoyens européens, adhérents d'ONG, qui défendent l'environnement et la santé. Suite aux critiques de ces associations à l'encontre des agissements d'ETHOS, Nesterenko a été inséré dans le Programme CORE, mais privé de la possibilité de poursuivre son action de protection prophylactique des enfants contaminés : il mesurera la contamination interne des enfants, fournira ses données aux experts occidentaux, mais l'adsorbant à base de pectine ne sera pas financé.

Le programme international de Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires de Biélorussie contaminés par l'accident de Tchernobyl (CORE)I, s'occupera de tout (agriculture, sociologie, éducation, mémoire) sauf de l'essentiel. L'objectif est de réhabiliter l'économie des territoires contaminés, d'aider les populations à les «développer» et même à les recoloniser. Ces propositions optimistes ne se basent sur aucune mesure de la radioactivité chez les humains ou des denrées alimentaires cultivées localement. «Tchernobyl c'est fini», «c'est la crise économique et le stress qui sont responsables des problèmes rencontrés par les habitants». Ceux-ci doivent être rassurés et reprendre une vie normale. Suivant cette logique, le décret du 8 août 2002 a exclu au Belarus 146 localités, soit 74.000 habitants dont 24.000 enfants, de la zone à contrôle strict.

Le problème de l'élimination des radionucléides du césium 137 de l'organisme des habitants n'est jamais pris en compte par le programme CORE, mais au contraire esquivé, censuré. Paradoxalement, la pectine, produit naturel bon marché, est le révélateur de l'occultation criminelle, qui est au cœur de la controverse sur Tchernobyl. L'adoption officielle de la prophylaxie par adsorbants à base de pectine, réclamée par Nesterenko pour protéger au moins les 500.000 enfants contaminés du Belarus, changerait la nature de ce programme européen de façon radicale. Reconnaître à la pectine de pommes une efficacité et une utilité réelles, constater l'effet bénéfique sur la santé de cet adsorbant qui accélère l'élimination des radionucléides de l'organisme, porterait à reconnaître automatiquement qu'une contamination de masse existe réellement, qu'elle est bien causée par le Césium137 répandu par l'incendie de Tchernobyl et non par le «stress», et qu'il est nécessaire, sinon d'évacuer tous les enfants des territoires contaminés, au moins de distribuer cet additif alimentaire d'urgence, pour freiner la catastrophe sanitaire croissante. Les travaux de Bandajevsky et de Nesterenko montrent en effet qu'au-delà de 50 becquerels par kilo du poids du corps de Cs137 chroniquement incorporé, les pathologies aux organes vitaux deviennent irréversibles. Or les enfants de nombreux villages ont jusqu'à 200-400 Bq/kg, certains enfants

de familles démunies jusqu'à 1500-2000 Bq/kg, Dans le village Doublina du district de Braguine, ce niveau est de 3500 à 4000 Bq/kg. Dans les villages de Kirov et Khiltchikha du district de Narovlia, de 4000 à 7000 Bq/kg. Les produits contaminés se répandent à travers toute la république, et il n'est pas étonnant que l'Institut Belrad ait mesuré à Minsk, ville «propre», des enfants avec une charge de 700-900 bq/kg.

Les Biélorusses ne sont aujourd'hui que les cobayes d'un énorme laboratoire radiologique, où les pays riches d'Occident recueillent leurs données scientifiques et gèrent la désinformation. Du point de vue de l'éthique médicale, la recherche scientifique sur les maladies des patients n'est pas admise dans les pays européens, si dès le départ leur traitement complet n'est pas garanti. Pourquoi cela doit-il être différent au Belarus ? Dans le cas du programme ETHOS-CORE, dont l'objectif est la gestion durable et la confiance sociale, il n'y a même pas de re-cherche scientifique digne de ce nom.

Une élève de Bandajevsky, devenue médecin-chef gynécologue d'un district contaminé, atterrée par la quantité de malformations, d'avortements, de morts périnatales qu'elle observe chez ses patientes, s'est mise à mesurer la radioactivité des placentas pour vérifier la corrélation de cette catastrophe avec le Cs137. Elle a reçu cet avertissement d'un supérieur local : «Le destin de Banda-jevsky ne te suffit donc pas ? Décris les pathologies tant que tu veux, mais abstiens-toi de les mettre en relation avec le Césium137». Cette jeune femme a un enfant qu'elle doit nourrir. Elle ne peut pas perdre son travail. Elle a renoncé à faire ses analyses.

En 1998, ETHOS a publié un album poétique de photos en couleurs sur papier glacé, montrant des paysans intemporels tranquilles aux prises avec un «monde nouveau». Sa publication de propagande se termine par cette phrase : «Vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence». De son côté l'OMS, soumise à l'AIEA, écrivait en 1958 déjà que : «Du point de vue de la santé mentale des populations, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude» (Rapport OMS N°151, 1958). La censure des travaux scientifiques de la Faculté de médecine de Gomel, dirigée par le recteur Bandajevsky, et de l'Institut indépendant Belrad du Pr. Nesterenko, alliée à cette gestion virtuelle des conséquences de «l'accident», financée par l'Union européenne, garantit «l'ignorance et l'incertitude» dans un monde nouveau, c'est à dire un monde auquel on est condamné, auquel on devra «s'accommoder». Glissez mortels, n'insistez pas. Surtout ne pas savoir.